

Je soulèverais également une question que plusieurs députés ont déjà abordée, et que mon collègue de Duvernay (M. Kierans) a si clairement et si brillamment exposée. Il ne suffit pas, à mon avis, de dire qu'il a tenu d'excellents propos; il faut en venir aux principes que ce discours expose et que tous les Canadiens ont adoptés, qu'il s'agisse de jeunes hommes d'affaires, ou d'autres.

Je ne vais pas reprendre les propos que le député de Duvernay et d'autres ont tenus sur les difficultés où se débattent les Américains, bien que je ne partage pas son point de vue sur plusieurs points; l'une des questions qu'on a négligées dans ce débat a trait à la situation des sociétés américaines multinationales. Comme l'aurait dit le député de Prince-Albert (l'honorable M. Diefenbaker): «Les poules sont retournées au perchoir».

Comme Votre Honneur le sait, l'importance des capitaux accumulés aux États-Unis est stupéfiante. Grâce à la création de sociétés multinationales, des investissements énormes ont été faits dans le monde entier. Certaines de ces sociétés déclarent ne plus être des sociétés américaines mais une filiale japonaise, brésilienne, etc. Étant donné que la motivation des hommes d'affaires est de gagner de l'argent, ce qui c'est produit en réalité, c'est que les investissements effectués en Europe, au Japon, à Formose, en Amérique du Sud et au Canada ont servi à financer des industries qui emploient une main-d'œuvre à meilleur marché ou dont les ressources énergétiques sont moins coûteuses. En outre, ces sociétés américaines multinationales exportent leurs produits vers les États-Unis.

On a dit que 28 à 30 p. 100 des investissements effectués dans la CEE sont américains et que 20 à 25 p. 100 des investissements japonais sont des capitaux américains. Plus de 50 p. 100 de l'industrie canadienne appartient à des américains et 60 p. 100 de l'industrie sud-américaine est soutenue par des investisseurs américains. Cela signifie que les États-Unis se trouvent dans l'obligation d'élever des barrières à l'encontre de marchandises produites dans d'autres pays—où la main-d'œuvre est meilleure marché—par leurs propres sociétés multinationales.

Il y a une autre question que n'ont pas abordée le député de Duvernay et d'autres. C'en est une à laquelle les États-Unis n'ont pas songé, pas plus que nous d'ailleurs. Je parle du fait qu'à longue échéance, un pays ne peut pas en concurrencer un autre, en dépit de l'érection de barrières douanières, à moins que sa main-d'œuvre ne soit plus productive que celle de cet autre pays. Il se trouve que la main-d'œuvre canadienne et américaine est loin d'être aussi productive que celle de l'Allemagne, du Japon, de Taiwan et d'autres pays. Comme je l'ai déjà dit, les chiffres publiés par Statistique Canada révèlent que le Canada occupe le neuvième rang au monde pour ce qui est de la productivité par heure-homme. Nous sommes devancés par des pays comme la Grèce, la France, l'Espagne et le Portugal. Nous jouissons toutefois d'un niveau de vie sans égal.

C'est la raison pour laquelle les États-Unis et le Canada doivent bien comprendre ce qu'a dit il y a quelques jours dans son discours le ministre du Travail (M. Mackasey), à savoir que nous devons trouver moyen de résoudre nos différends ouvriers-patronaux autrement que par des arrêts de travail, qui représentent environ 80 p. 100 de la perte de productivité. En plus de l'arrêt de travail lui-même, il y a aussi la perte de temps avant l'arrêt et après la reprise du travail parce que les parties sont rarement satisfaites des accords conclus. Nous fonctionnons encore en vertu de ce régime désuet, mais le Japon et l'Allemagne s'en sont débarrassés. Il ne faut pas s'étonner que leur

production dépasse la nôtre. Je crois que nous ne ferons pas beaucoup de progrès avant d'avoir redressé cette situation.

• (12:30 p.m.)

Certains députés ont mentionné le programme DISC. J'ai parlé de manière assez détaillée de ce programme, au printemps dernier, à l'époque où le projet de loi était à l'étude au Congrès. Je ne vais pas perdre de temps à l'expliquer de nouveau, étant donné que le député de Duvernay (M. Kierans) l'a fait de manière très précise et très exacte, et que les députés savent maintenant bien, je pense, de quoi il s'agit.

Il y a, en outre, l'autre aspect de la planification économique des États-Unis, qui s'écarte complètement d'un accord commercial quel qu'il soit. Ne me dites pas que cette mesure unilatérale du président est conforme aux principes du GATT. Ne me dites pas non plus que la décision du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne de subventionner les transports a sa place dans le GATT. Quant à toutes les subventions qu'accordent les Japonais à l'égard des ventes publicitaires, elles n'entrent pas davantage dans le GATT.

Ce que j'essaie de faire comprendre, c'est que nous devons conclure que les accords ne tiennent plus. Le seul pays qui s'en tienne aveuglément au GATT est le Canada. Nous devons conclure que les États-Unis sont revenus à une politique d'isolationnisme économique. Ils s'occupent uniquement de leurs affaires et ils doivent le faire pour survivre. J'irais même jusqu'à dire que les idées exprimées par feu le président John Kennedy, ont été écartées. Les États-Unis ne se proposent pas d'assumer quelque responsabilité que ce soit en matière de commerce ou d'accords commerciaux. Ils cherchent à sauver leur propre économie. C'est pourquoi il ne faut pas se faire d'illusions, cette surtaxe n'est pas près de disparaître, certes pas maintenant, ni dans cinq ans, ni dans dix ans. Si vous étiez un entrepreneur américain qui fait de grands efforts pour accroître la production de son entreprise et si on vous faisait un cadeau de 10 p. 100, permettez-vous au président de vous le supprimer tout simplement parce que cela nuit au Canada? C'est absurde, à mon avis.

Nous devons conclure que les États-Unis ne s'occupent plus de ce qui arrive au Canada ou à tout autre pays.

Une voix: Exact.

M. Otto: Nous ne les blâmons pas.

Une voix: Erreur.

M. Otto: Il est absolument insensé de les blâmer parce qu'ils ne sont pas les premiers à rompre ces accords ni à implanter le programme DISC. Il y a trois ans j'ai signalé à la Chambre avec force détails que le gouvernement japonais verse des fonds pour l'expansion des exportations. Il défraie non seulement la stimulation des ventes, mais il éponge les pertes pendant trois ans. Il escompte tous les billets et paie presque tous les frais de transport. Les Japonais encouragent la productivité en créant des monopoles. Ils promettent tout le marché nord-américain à une industrie contre une hausse des ventes de 3 p. 100. Pendant cette période, la région est inaccessible à toute autre industrie japonaise. Comment pouvons-nous faire concurrence à l'Allemagne où les péniches sur le Rhin appartiennent à l'État et dont les capitaines sont payés par lui, et où les fabricants allemands ne paient qu'un pfennig la tonne pour transporter leurs produits sur une distance de 180 milles jusqu'à la mer? Nous payons \$6 la tonne, non pas un tiers de cent.